

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan dénonce un complot de l'étranger



Le premier ministre turc Erdogan dénonce un complot de Turquie et de l'étranger pour mettre à bas son gouvernement.

«Tout ceci est un sale complot contre la volonté nationale», a dénoncé M.Erdogan devant des milliers de fidèles réunis dans la ville de Samsun.

M.Erdogan a promis de mettre fin à ce "complot" comme il avait mis fin aux manifestations qui avaient secoué tout le pays en juin dernier.

Combattif, M. Erdogan a menacé d'expulser les diplomates étrangers qui seraient «engagés dans des actions de provocation», menace à peine voilée à l'adresse de l'ambassadeur des Etats-Unis.

Après les gardes à vue voici les premières huit inculpations sur les dizaines de mises en garde à vue autour du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan . Les inculpés ont été mis en détention.

La télévision turque a montré des liasses épaisses de billets de banque saisis chez le fils du ministre de l'Intérieur.

Le scandale est énorme autour du pouvoir et du premier ministre qui avaient fait de la lutte contre la corruption, un de ses chevaux de bataille.Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan très embarrassé à quatre mois des municipales , a sorti l'arme suprême : la théorie du complot.

Hier :

Après la garde à vue des proches du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, dans le cadre d'une instruction anti-corruption , celui-ci contre-attaque : il a fait limoger par son gouvernement le préfet de police d'Istanbul, accusé, avec une trentaine d'autres hauts gradés de la police, d'abus de pouvoirs dans cette enquête.

5 subordonnés ont été mutés au ministère de l'intérieur, ainsi qu'une vingtaine d'autres responsables policiers .

Le pouvoir en place leur reproche de ne pas avoir informé leurs supérieurs de la progression de leur enquête anti-corruption.

Avant-Hier :

Tout l'entourage du premier ministre turc R.Erdogan etait largement touché par une instruction de la justice turque.

« C'est le plus gros scandale de l'histoire de la Turquie. Le premier ministre doit démissionner », a déclaré un député du CHP (Parti républicain du peuple). L'opposition exige la création d'une commission d'enquête au sein de l'Assemblée nationale.

La justice enquête sur l'Administration de développement de l'habitat collectif (TOKI).

Cette institution a , depuis 10 ans, fait d'énormes bénéfices avec la revente de terrains publics à des promoteurs immobiliers très choisis, & aussi avec ses programmes de logements collectifs.

L'ancien directeur de TOKI, fils du ministre de l'environnement et de l'urbanisme, fait partie des personnalités arrêtées. Il avait reconnu devant une commission parlementaire , en 2012, qu'environ 25 millions d'€ de commissions occultes avaient été versées et envolées en 10 ans

Un homme d'affaires azeri, Reza Zarrab, & le magnat de l'immobilier Ali Agaoglu, devenu une des 1ères fortunes de Turquie en quelques années, les fils du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie ont été mis en garde à vue. Le DG de Halkbank , banque publique , est interrogé. Halkbank aurait servi pour des échanges avec l'Iran, soumis alors à des sanctions.

Cette opération mains propres de la justice est un épisode de la course au pouvoir entre la garde rapprochée de M. Erdogan et les amis d'un prédicateur , exilé depuis 1999 aux USA : Fethullah Gülen dirige une confrérie infiltrée dans tous les rouages de Turquie.

C'est un procureur proche des gülenistes, et qui a dirigé l'enquête dans le réseau militaro-nationaliste Ergenekon, qui instruit .

La confrérie Gülen ,déjà critique de la dérive autoritaire d'Erdogan, après l'avoir

soutenu 10 ans, a vu rouge lorsque le gouvernement a fait fermer le réseau de cours privés de soutien scolaire, dans lequel Gülen a fait de gros investissements.

Une vingtaine de députés pro-Gülen, pourraient démissionner de l'AKP d'Erdogan.

Le quotidien pro-Gülen, Taraf, menace de sortir « documents » et « cassettes » compromettants pour le premier ministre.

A quelques mois des présidentielles où Erdogan va se présenter.

source BBC news

